1057

République du Sénégal
Un peuple- Un But- Une Foi
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
Banque Mondiale (BM)
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
Cellule de Suivi du Programme de Lutte Contre la Pauvreté (CSPCP)

***ATELIER SUR L'AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE SUR
LES DONNEES ET LES METHODES DE RECHERCHE SUR LA
VULNERABILITE DES ENFANTS***

Mercredi 23 Avril 2003 : Hôtel Indépendance

ETUDE DE CAS : Les employées de maison (jeunes filles domestiques)

Présenté par :

M. Marius BIYA
Coordinateur du Centre Emmanuel

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I – DESCRIPTION DU PHENOMENE DE VULNERABILITE	3
1. Définition de la vulnérabilité.....	3
2. Caractéristiques des groupes cibles vulnérables	4
II – REHABILITATION	5
III – LES CAUSES DU TRAVAIL DOMESTIQUE DES ENFANTS	6
1. Les causes Socio-Politiques.....	6
2. Les causes socio-économiques	7
3. Les causes socio-culturelles.....	8
III- LES FACTEURS DE VULNERABILITE DES JEUNES FILLES DOMESTIQUES.....	8
1. Les conditions de vie	8
2. Les conditions de travail.....	9
IV- LES CONSEQUENCES DU TRAVAIL DOMESTIQUE DES JEUNES FILLES.....	10
V – LES EXPERIENCES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE REHABILITATION .	11
CONCLUSION.....	15

INTRODUCTION

La problématique du travail des enfants occupe une place importante dans les politiques sociales des Gouvernements du monde et celui du Sénégal en particulier.

La pauvreté de l'environnement économique et social imposé aux familles provoque la mise au travail précoce des enfants de plus en plus jeunes et leur travail est considéré aujourd'hui par beaucoup de parents comme une source de revenus pour l'entretien, voire la survie de la famille, compte tenu des difficultés qu'ils rencontrent pour tirer le minimum vital du travail de la terre, notamment en milieu rural.

En effet, de plus en plus, les enfants commencent à travailler dès leur plus jeune âge. A six ou sept ans, ils participent aux tâches ménagères, font des commissions et aident leurs parents dans les travaux champêtres.

Malheureusement, beaucoup d'enfants effectuent des tâches qui, loin d'avoir un effet positif sur leur bien-être, nuisent à leur épanouissement.

Mais qu'entend t-on par « **travail des enfants** » ? Le travail des enfants est compris comme tout type de travail qui nuit à leur santé et à leur développement/ IPEC/BIT.

Lors du sommet Mondial pour les enfants qui s'était tenu aux Nations-Unies, à New-York en 1990, Le Gouvernement du Sénégal avait pris des engagements pour une meilleure prise en charge des questions de protection des droits des enfants.

Dans cette volonté, il a aussi ratifié en janvier 1999, la convention n°138 de 1972 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi, le gouvernement du Sénégal a ratifié en 2000, la convention n°182 concernant les pires formes du travail des enfants, qui est entrée en vigueur en juin 2001.

Ces conventions ne sont respectées que par une infime partie de la société civile. Le non-respect des textes ainsi que leur méconnaissance, l'hostilité des adultes, dans une certaine mesure, ajoutée au contexte environnemental global, accentuent la vulnérabilité des enfants travailleurs.

Pour asseoir cette problématique de la vulnérabilité des enfants travailleurs, la définition du concept de vulnérabilité et l'identification des groupes cibles seront des éléments importants pour mieux circonscrire le débat, avant de nous focaliser sur le cas spécifique des enfants employés de maison ou jeunes filles domestiques.

I – DESCRIPTION DU PHENOMENE DE VULNERABILITE

1. Définition de la vulnérabilité

La vulnérabilité est l'état de dénuement parfois dû à l'absence ou à la faiblesse de revenus et de ressources devant permettre de faire face à ses besoins. Dans une situation de vulnérabilité, l'individu est confronté à des risques parfois difficiles à supporter. La vulnérabilité peut être structurelle ou transitoire. Le contexte de vulnérabilité est déterminé par l'environnement extérieur dans lequel vivent les gens. Les moyens d'existence et la disponibilité générale des

avoirs sont affectés radicalement par les tendances critiques qui influencent la situation économique et sociale des individus et leurs stratégies de survie, ainsi que par les chocs - sur lesquels ils ont peu ou pas de contrôle - qui peuvent directement détruire les patrimoines et les outils de travail (en cas d'inondations, de sécheresses, de conflits civils, etc.). Ils peuvent aussi obliger les populations à abandonner leurs régions d'origine et à se défaire de leurs actifs (comme les terres) prématurément dans le cadre des stratégies qu'ils suivent pour faire face aux chocs en question.

2. Caractéristiques des groupes cibles vulnérables

Estimation des effectifs des groupes vulnérables *

Rubriques	Valeurs absolues (Habitants)
- Population totale en 2000 (DPS)	9.529.648
- Femmes (Tous âges et toutes conditions) (DPS)	4.984.005
- Enfants en bas âge (0 à 5 ans) (UNICEF)	1.600.980
- Filles en âge de scolarisation (MICS)	1.448.506
- Enfants travailleurs (6 à 14 ans) (UNICEF)	1.056.838
- Jeunes en âge d'emploi (15 à 25 ans) (MICS)	1.743.925
- Adolescents délinquants (13 à 35 ans) (DAP, 96)	30.494
- Talibés - mendiants (2 à 15 ans) (DAS, 2000)	99.108
- Handicapés (estimation globale) (RGP, 88)	198.216
- Aînés (3 ^{ème} âge) (à partir de 50 ans) (DPS)	1.134.028

- Les groupes vulnérables se retrouvent essentiellement dans les catégories sociales suivantes : les femmes (veuves et divorcées notamment), les enfants (non scolarisés ou orphelins), les handicapés, les personnes du troisième âge (notamment des retraités), les producteurs sans moyens, les travailleurs déflatés, les chômeurs de longue durée, les jeunes (notamment les jeunes primo-demandeurs d'emploi), les familles des zones enclavées, les ménages polygames ou de famille nombreuse, les paysans sans terre.
- Les éléments qui permettent de cibler les groupes vulnérables, parmi les catégories sociales sont : le lieu de résidence, la faiblesse voire la quasi-absence de revenus monétaires et leur caractère aléatoire ou saisonnier ; le niveau d'accès aux services sociaux de base ; la qualité et la quantité des repas, le degré des handicaps.

Des études sur la vulnérabilité ont établi une distinction entre la vulnérabilité «ressentie» et la vulnérabilité «rencontrée ». La première fait référence à la honte associée à la situation sociale et à la peur de subir la discrimination. La vulnérabilité ressentie tend à précéder la vulnérabilité subie, plutôt qu'à la suivre.

La différence entre la vulnérabilité ressentie et la vulnérabilité rencontrée semble s'appliquer à tous les enfants travailleurs quelles que soient leurs conditions de vie, de travail de même que leurs origines sociales. Cela s'applique à :

* Tableau : Estimation des effectifs des groupes vulnérables selon diverses sources (données compilées par le Ministère de l'Economie et des Finances pour l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables)

- **L'éducation** : les enfants qui n'ont pas de possibilité d'accès à l'école publique, sont très souvent contraints de travailler à la maison ou dans les champs.
- **L'emploi** : le congédiement sans preuves, la rétrogradation à des postes exigeant moins d'expérience ou d'habileté, la réduction salariale, le harcèlement, le renvoi ignominieux.
- **Le logement et la propriété** : l'éviction; le refus de permettre l'accès à son logement, le harcèlement d'un locataire.
- **Les services au public**: la discrimination dans les services publics : santé, éducation et de loisir.

La vulnérabilité des enfants se manifeste sous plusieurs formes qui peuvent être classées en trois grands groupes :

- **La vulnérabilité personnelle** concerne les divers facteurs du développement et de l'environnement d'une personne qui la rendent plus vulnérable, tels que le développement physique et mental, la connaissance et la conscience, les caractéristiques de son comportement, les habiletés de vie et les relations sociales;
- **La vulnérabilité programmatique** concerne la contribution des programmes à la réduction ou à l'augmentation de la vulnérabilité des enfants travailleurs. Ceci comprend l'information et la sensibilisation, les services sociaux et de santé, et les programmes liés aux droits de l'enfant ;
- **La vulnérabilité sociétale** concerne les facteurs contextuels qui définissent et encadrent la vulnérabilité personnelle et la vulnérabilité programmatique. Ces facteurs incluent les structures politiques, les relations entre les sexes, les attitudes concernant la sexualité, la tradition, les croyances religieuses et la pauvreté.

II – REHABILITATION

Le travail domestique est défini comme l'effort que fournit un individu pour exécuter des tâches ménagères. Il est souvent réalisé par les jeunes filles dont l'âge est compris entre 12 et 18 ans.

On entend par jeune fille domestique, toute jeune fille de moins de 18 ans qui travaille dans un foyer qui n'est pas le sien, en accomplissant des corvées ménagères, en gardant des enfants et en faisant des courses, entre autres.

Les jeunes filles provenant des villages, employées de maison dans les zones urbaines telles que Dakar et dans d'autres villes du Sénégal échappent de moins en moins à la logique d'exode rural et de mise au travail précoce. Une enquête réalisée au Sénégal en 1996, considère les jeunes filles domestiques comme une cible prioritaire à soutenir en raison de leur importance, de leurs besoins et de leur vulnérabilité.

La vie au village étant devenue difficile du fait des sécheresses cycliques, de la pauvreté des parents, des effets de la dévaluation et du mirage de la ville, les jeunes filles migrent alors vers les villes, sans qualification professionnelle, sans diplôme, sinon leur force de travail et leur sens d'adaptation.

En effet en août 1997 et en 2002, les zones rurales ont été fortement marquées par des périodes de soudure et il a été nécessaire d'assurer des distributions de vivres pour palier les risques de famine. Face à cette situation, une frange importante des populations s'est déployée vers les villes à la recherche de revenus supplémentaires, entraînant avec elle des filles de plus en plus jeunes pour occuper des emplois dans les ménages urbains ou au service de leurs aînées pour porter des enfants.

Dans les régions de Fatick, Thiès, Diourbel et de Kaolack, considérées comme des régions pourvoyeuses des mains-d'œuvre domestique, une tendance observée à leur actuelle est la migration de fillettes de plus en plus jeunes (moins de 12 ans) vers les villes à la recherche de travail salarié.

En effet, les filles domestiques sont de plus en plus sollicitées en milieu urbain, compte tenu des occupations des femmes et de leurs activités en dehors du foyer. De façon progressive, le choix se porte sur des enfants de moins de 15 ans en raison de leur docilité et des bas salaires acceptés.

III – LES CAUSES DU TRAVAIL DOMESTIQUE DES ENFANTS

Selon un constat établi, la mise au travail des petites filles (8-12 ans) a pour cause principale la détérioration des conditions de vie de leur milieu d'origine, que l'on pourrait classer en trois catégories.

1. Les causes Socio-Politiques

Au Sénégal, l'adoption successive de quatre programmes d'ajustement structurel depuis 1979 et le désengagement de l'Etat, ont favorisé la diminution des budgets alloués à l'éducation, à la santé, à la formation et à tous les services de base dont la société a besoin pour assurer la survie, le développement et la protection de ses enfants. La politique éducative amorcée dès la mise en œuvre des plans quinquennaux n'a pas pu satisfaire la demande d'éducation car, le taux brut de scolarisation de l'enseignement élémentaire était estimé à 62% en 2000 avec 68% de garçons contre 56% de filles.

Avec un taux d'accroissement avoisinant 3%, le Sénégal connaît une forte croissance démographique qui ne s'accompagne pas toujours d'une planification stratégique des besoins en infrastructures et équipements sociaux des populations. Par ailleurs, il importe de souligner que des différences existent entre la demande potentielle et la demande effective d'éducation. Ceci entraîne un faible taux de scolarisation dans les régions de Diourbel (30,9%), Kaolack (42,1%) et Fatick (48,3%) mais aussi par la sous- scolarisation des filles.

De plus, le secteur agricole, socle de l'économie nationale, connaît un ralentissement de croissance depuis de nombreuses années. La production d'arachide, principale culture d'exportation, a chuté de plus de la moitié par rapport à son record des années 1975. A cela s'ajoute la faible rentabilité des investissements, l'absence de visions prospectives adaptées aux stratégies proposées par les ministères techniques concernés, l'amertume des organisations paysannes et de la société civile décourageant les bailleurs de fonds comme les investisseurs privés.

2. Les causes socio-économiques

Les programmes d'ajustement structurel mis en place depuis 1980 sous l'égide de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, en vue de restaurer les équilibres macro-économiques, ainsi que les successives dévaluations du FCFA, n'ont finalement abouti qu'à l'élargissement des cercles de pauvreté.

La politique de vérité des prix, tout en réduisant les subventions aux produits de première nécessité, a fortement comprimé la consommation des ménages. La baisse des revenus salariaux a provoqué le recul de la consommation privée, tandis que la mobilisation des recettes provenant des produits de base (riz, sucre, produits de pétrole) entrent dans la consommation des pauvres accélèrent la paupérisation croissante des populations.

L'enquête sur les priorités (ESP) réalisée en 1991-1992 indique que 32% des ménages sénégalais vivent en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 3.324 F CFA, soit 4.334 F CFA en milieu urbain et 2.651 en milieu rural. Cette situation est accentuée par le sous-emploi et le chômage (40% en milieu rural contre 27% en ville) notamment celui des femmes et des jeunes de 20-34 ans.

Si la pauvreté en zone rurale est souvent synonyme de faibles revenus monétaires, elle se traduit en milieu urbain en terme de difficulté d'accès aux services sociaux de base.

La mise au travail précoce des jeunes filles a pour cause immédiate les conditions de vie extrêmement difficiles des ruraux, sans compter le caractère rudimentaire des outils agricoles et les sécheresses répétitives.

En effet, le cycle de sécheresse qui a marqué le Sénégal depuis les années 1970 a sérieusement atteint l'agriculture qui constitue un secteur clé de l'économie du pays. Les péjorations et aléas climatiques ainsi que d'autres facteurs de blocage auxquels l'agriculture sénégalaise est confrontée ont entraîné une baisse considérable des productions. Une baisse qui a remis en cause la sécurité alimentaire et financière des paysans, ce qui a renforcé leur paupérisation faisant de l'exode une issue salvatrice.

En outre, les échecs essuyés par les politiques de développement mises en œuvre ont eu comme corollaire des crises aiguës au sein des populations rurales. Les populations sont en perpétuelle quête de solutions meilleures à leur situation, ce qui justifie l'exode massif des jeunes filles vers les zones urbaines.

La pauvreté de l'environnement économique et social imposé aux familles provoque la mise au travail des enfants de plus en plus jeunes et ce travail est considéré aujourd'hui par beaucoup de parents comme une source de revenus pour l'entretien, voire de survie de la famille, compte tenu des difficultés rencontrées pour tirer le minimum vital du travail de la terre, notamment en milieu rural.

C'est pourquoi, préoccupées par les conditions de travail précaires de ces enfants présentant des risques réels pour leur santé, leur développement psychologique et physique, de nombreuses organisations non gouvernementales se battent aux côtés des autorités publiques et organismes internationaux comme l'UNICEF, le BIT, notamment, pour apporter des réponses appropriées à ce fléau.

Les modes de vie étant différentes selon qu'on soit en ville ou au village, ces jeunes filles sont confrontées à des difficultés d'adaptation. Ces mouvements d'exode ne manquent donc pas d'influencer ces populations déplacées.

C'est dans ce contexte de pauvreté, de nécessité et des difficultés de leurs conditions de vie qui obligent ces hommes à partir de chez eux dans l'espoir de trouver des horizons meilleurs.

3. Les causes socio-culturelles

Les causes socio-culturelles tiennent essentiellement à l'influence des représentations sociales, la culture et la tradition qui privilégient la scolarisation des garçons au détriment des filles. Dans la plupart des cas, elles encouragent la participation des enfants aux tâches domestiques pour leur éducation et aussi pour l'entraide familiale, poussant ainsi les enfants à se prendre en charge très tôt.

Le défaut d'accès aux services d'éducation de base constitue l'une des causes favorisant le travail des jeunes filles. En effet, rares sont les filles travaillant comme domestiques qui fréquentent l'école, surtout lorsqu'elles ont commencé à travailler avant l'âge de la fin de l'école primaire.

La déstructuration et la dislocation de la forme traditionnelle de la famille (divorces, décès), l'attrait de la ville et la recherche de revenus pour préparer les mariages (trousseau) sont d'autre part des causes déterminantes de l'exode rural des jeunes filles.

Les jeunes filles domestiques sont très pessimistes quant à leur avenir, à cause de leur manque d'éducation. Certaines ont même des difficultés à envisager leur avenir au-delà de l'avenir immédiat.

III- LES FACTEURS DE VULNERABILITE DES JEUNES FILLES DOMESTIQUES

1. Les conditions de vie

En pratique, dans de nombreux villages des régions de Fatick, Kaolack, Diourbel et Thiès, les filles quittent en masse à l'âge de 7 à 15 ans, pour aller vendre leur force de travail en ville. Mais une fois en ville, des nombreuses études de même que des constatations ont montré qu'elles vivent dans des conditions précaires où la promiscuité les expose à divers sévices allant des violences verbales aux agressions physiques, sexuelles ou aux rapports sexuels précoces entraînant parfois des grossesses non désirées, principales causes de leur retour au village.

Les jeunes filles domestiques vivent dans des conditions de vie très précaires en milieu urbain, car arrivées en ville et faute de moyens, la seule possibilité de logement reste les bidonvilles où les attendent des baraques branlantes où l'insalubrité et la promiscuité sont courantes. Elles occupent aussi des chambres à bas prix où elles peuvent y vivre parfois jusqu'à douze.

La majorité des jeunes filles domestiques gagnent des salaires modiques et insignifiants allant de 3500 à 17 500 FCFA. Le salaire de 20 000 FCFA est très rare, le salaire moyen étant de 4500 FCFA. Il est de loin inférieur au SMIG dont le montant est compris entre 37 849 et 51 519 FCFA, selon le décret n° 89 350/ MFPT/DTSS du 29 juillet 1989 mis en application dès

le 1^{er} Avril 1990. Ce salaire doit couvrir par ailleurs le loyer, les effets de toilette, l'épargne pour le trousseau du mariage, l'habillement et l'aide temporaire pour les parents restés au village. La couverture sanitaire est presque inexistante, ce qui les rend vulnérables aux maladies, les expose aux accidents et ce en l'absence de prise en charge par leurs employeurs.

Le contexte économique difficile des ménages fait préférer aux employeurs les enfants plus jeunes. En effet, moins elles sont âgées, moins leur salaire est élevé : il peut varier entre 3000 et 7000 F CFA pour les 9-14 ans à Dakar et entre 1000 et 2000 F CFA dans les zones périphériques populaires. Par contre, pour les 15-18 ans voire plus il est compris entre 10 000 et 20 000 F CFA. Pour les petites filles dont les patrons assurent le gîte et/ou le couvert, elles sont considérées comme étant en « apprentissage », ce qui expliquerait leur bas salaire. Celui-ci, malgré sa modicité, est souvent non seulement payé avec beaucoup de retard, mais aussi fractionné. Elles ne perçoivent pas leur salaire, en cas d'accusation de vol, même non fondée.

Elles sont, par ailleurs, sous-alimentées (leurs employeurs ne leur assurent généralement qu'un repas par jour) et vivent dans des conditions d'hygiène précaires.

Le défaut du cadre familial protecteur, de sensibilisation et d'information, ainsi que la promiscuité exposent les filles domestiques à des grossesses précoces et à des infections sexuellement transmissibles.

2. Les conditions de travail

Les jeunes filles employées comme domestiques dans les maisons sont soumises à des conditions de travail particulièrement difficiles. La plupart d'entre elles travaillent jusqu'à 15 heures par jour pour un salaire dérisoire ou inexistant (le gîte et le couvert sont souvent considérés comme une rémunération suffisante). Elles n'ont généralement pas d'horaires précis ni de tâches bien définies à accomplir ; elles font ce que leur employeur leur demande de faire, à toute heure du jour ou de la nuit.

Leur journée de travail est en moyenne de 10 à 13 heures. Lorsqu'elles dorment chez l'employeur, elles doivent se réveiller avant son départ (vers 6h-7h), pour recevoir les instructions de la journée et elles terminent leur journée de travail le plus souvent au coucher des enfants (22h-23h), et elles sont parfois sollicitées la nuit, pour s'occuper des bébés ou des très jeunes enfants.

La majorité des jeunes filles domestiques ne dorment pas chez l'employeur et doivent se réveiller très tôt, afin d'aller au travail.

Les tâches domestiques habituelles qui leur sont confiées sont nombreuses et diverses, elles comprennent : la préparation des repas, les courses, la lessive, le repassage des vêtements de la famille, le ménage, la garde des enfants des employeurs.

Elles effectuent, par ailleurs, des travaux pénibles dans des postures fatigantes et préjudiciables pour leur santé (port de charges excessives -le bois de chauffe par exemple-, nettoyage des sols, lessive...) et sont exposées à un certain nombre de dangers (risques d'intoxication par les produits ménagers, brûlures, blessures, etc.).

Les jeunes filles domestiques passent presque tout leur temps à l'intérieur du domicile de leurs employeurs, et même si elles ont du temps libre pendant la journée, elles ne sont généralement pas autorisées à quitter la maison. On les décourage souvent d'avoir des amis,

sous prétexte que cela pourrait les distraire dans leur travail. Du fait de l'éloignement de leur foyer familial, elles n'ont la possibilité de retourner chez elles qu'à l'occasion des grandes fêtes religieuses (Noël, Tabaski et Korité) et aussi pendant l'hivernage pour aider leurs parents dans les activités agricoles, ce qui devient, d'ailleurs, de plus en plus rare à cause des périodes de soudures difficiles.

Leur situation est également caractérisée par l'absence de protection en matière sanitaire et juridique effectives, ce qui les rend plus vulnérables vis à vis de leurs employeurs (harcèlement sexuel, accusations de vol, violences physiques et/ou verbales). Mais, c'est surtout l'attitude et le comportement des employeurs et des familles qui sont déterminants. En effet, de nombreuses études soulignent le fait que tout ce qui arrive à l'enfant employé de maison dépend du bon vouloir de son employeur. En général, les jeunes filles domestiques dorment et prennent leur repas séparément des autres membres du ménage, et ceci renforce davantage leur sentiment d'infériorité. De ce fait, elles ne parviennent pas à s'affirmer dans leur famille encore moins dans leur lieu de travail.

Leurs conditions de travail (l'absence de contrat de travail, de congés et de repos maladie, la surcharge de travail...) se détériorent de plus en plus malgré la législation en place à savoir : la convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, la réglementation relative aux employés et gens de maison qui régit l'emploi des domestiques et gens de maison adoptée dans le cadre général du code de travail par l'arrêté ministériel n° 974 M.F.P.T- D.T.S.S du 23 janvier 1968, modifié et complété par l'arrêté ministériel n° 3006 du 20 mars 1972.

Ces dispositions administratives et réglementaires font état de la forme de l'engagement, de la possibilité d'observer une période d'essai, de la rémunération basée sur une tarification des salaires, dépendant elle-même de la catégorie de la domestique, des possibilités d'abattement sur le salaire basé sur le traitement du S.M.I.G, de la durée du travail et du volume horaire mensuel, des périodes de repos, des visites médicales, des absences et permissions exceptionnelles, des congés et de leur traitement. Cependant, ces dernières ne tiennent pas compte du travail des domestiques âgées de moins de 15 ans qui, de nos jours sont plus nombreux que celles de 15-18 ans.

Les jeunes filles domestiques ne se sentent pas suffisamment protégées par la puissance publique et ce constat quotidien donne libre cours à toute forme d'exploitation car elles ne se sentent pas assez fortes pour se défendre. Certaines se réfugient dans la résignation, jugeant même normal les sévices qu'elles subissent, d'où la nécessité d'une sensibilisation, d'un plaidoyer en leur faveur.

IV- LES CONSEQUENCES DU TRAVAIL DOMESTIQUE DES JEUNES FILLES

Que les jeunes filles domestiques résistent aux attitudes et aux actes discriminatoires ou qu'elles les acceptent, ces attitudes et façons d'agir influencent la façon dont elles se perçoivent elles-mêmes, leurs relations sociales, les opportunités qui peuvent s'offrir à elles, ainsi que leurs droits et prestations. Mis à part les effets négatifs de la discrimination soit (injustice), elle soulève des questions sur la façon dont elle favorise le phénomène du travail des enfants dans la société.

De leur propre aveu, l'aspect le plus pesant de leur condition et qui constitue le critère de vulnérabilité de taille c'est l'expérience quotidienne de la discrimination et de l'isolement qu'elles vivent dans les ménages de leurs employeurs.

Le travail domestique des enfants a des conséquences négatives d'ordre physique, psychique et social qui peuvent se traduire par :

- *L'analphabétisme* qui limite les possibilités pour les enfants d'accéder à un mieux être économique et social;
- *La dépression et le manque de confiance en soi* qui résulte de l'isolement et des mauvais traitements;
- *Les problèmes de croissance* liés à la malnutrition et au volume du travail à effectuer;
- *Les IST/SIDA*, les grossesses précoces, les abandons d'enfants ou les avortements lorsque les filles ont été victimes d'abus sexuels;
- *La prostitution infantile* cachée ;

Ce sont tous ces éléments combinés aux facteurs psychosociaux, le manque d'occupation pendant une grande partie de l'année (la saison sèche), le mirage de la ville..., qui ont entraîné et favorisé ces déplacements massifs des jeunes filles rurales.

V – LES EXPERIENCES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE REHABILITATION

Dans le cadre de la prise en charge des jeunes filles domestiques, il faut reconnaître, que beaucoup d'actions appréciables ont déjà été entreprises et menées par les ONG, les partenaires au développement et les organismes internationaux du système des Nations Unies (IPEC/ BIT, UNICEF, FNUAP), pour améliorer leur condition de vie.

Face à cette situation, il faut constater un déficit réel d'échange d'expériences mises en œuvre pour prendre en charge l'ensemble des problèmes auxquels les jeunes filles domestiques sont confrontées.

En Juillet 2001, l'UNICEF et le Gouvernement du Sénégal a organisé une activité de « dialogue - analyse » avec quatre organisations sénégalaises (Enda Graft ; Enda Jeunesse-Action ; le RAAEF et le Centre Emmanuel), afin de capitaliser l'expertise des quatre ONG sénégalaises en matière d'actions de protection des jeunes filles domestiques.

Les résultats obtenus sont surtout basés sur une stratégie clairement définie et des approches de participation et de développement intégré axés sur la protection et la prévention, dont nous vous le présentons brièvement ci-dessus :

➤ ENDA GRAF

Focalisée sur le développement local intégré, cette ONG a élargi son champ d'intervention en incluant désormais des actions à l'endroit des enfants travailleurs ; notamment les mendiants et les jeunes filles domestiques.

Pour ces dernières, la majeure partie des activités sont menées en ville et tournent autour :

- Du placement / suivi des jeunes filles domestiques ;
- De l'organisation de celles-ci en groupe d'entraide et de solidarité ;
- De la mise en place de petites mutuelles de santé ;

- De la sensibilisation en santé de la reproduction.

Ces actions ont pour objectifs spécifiques le renforcement des capacités des communautés en matière d'amélioration des conditions de vie et de travail des jeunes filles domestiques ; la lutte contre l'exode rural des jeunes filles par une approche basée sur la *protection* et dans une certaine mesure sur la *prévention*.

➤ ENDA JEUNESSE-ACTION

Dans ses programmes en faveur des enfants en situation difficile, ENDA Jeunesse-Action intervient dans deux volets : l'un en faveur des garçons et l'autre en faveur des filles.

Concernant le deuxième volet, la quasi-totalité des actions sont consacrées aux jeunes filles domestiques pour les questions relatives:

- Au logement ;
- A la prise en charge médicale ;
- A la formation qualifiante ;
- A l'alphabétisation ;
- Aux appuis aux mères des jeunes filles domestique.

A l'instar de la première organisation, ENDA Jeunesse-Action a pour objectif la réduction de l'exode rural des jeunes filles et la lutte contre le travail précoce, l'exploitation et les abus des jeunes filles domestiques basée sur la *protection* et la lutte pour le retour des jeunes filles dans leur milieu d'origine par des sensibilisations.

➤ RESEAU ALTERNATIF D'APPUI A L'EDUCATION ET A LA FORMATION

Préoccupée par le faible taux de fréquentation des enfants et par l'alphabétisation des filles, le Réseau implanté à Bargny, à Kaolack, Thiès Fatick et Dakar vise deux objectifs dont l'un est d'ordre *préventif* et l'autre s'appuie sur la *protection*.

Les activités principalement menées à cet effet sont les suivantes :

- La sensibilisation des chefs de quartiers, leaders d'opinion et chef de ménages ;
- La formation des maîtres ;
- La création d'un syndicat de jeunes filles domestiques ;
- L'alphabétisation ;
- La formation professionnelle des jeunes filles domestiques.

Ces différentes activités visent la réduction du taux d'échecs à l'école élémentaire et l'amélioration des conditions de travail des jeunes filles domestiques en ville.

➤ LE CENTRE EMMANUEL

En vue de lutter contre ce fléau qu'est la mise au travail prématurée des jeunes filles, le Centre Emmanuel s'est engagé dans un processus de sensibilisation, de mobilisation sociale, de protection des jeunes filles employées de maison (plus particulièrement de la jeune fille rurale) et de leur accès à l'éducation de base.

Son expérience repose principalement sur une logique de prévention par l'élaboration de programmes visant une implication directe des jeunes filles concernées. En effet, il est

important que la lutte contre la vulnérabilité des jeunes filles domestiques débute par une prise de conscience de leur part.

L'approche pragmatique qui a été développée lors de la mise en œuvre de ses programmes a consisté-en :

- ***L'écoute régulière des communautés, pour servir de facilitateur***, tout en évitant d'être indispensable pour le long terme. A cet effet, les communautés ont été encouragées à exprimer durant les réunions de sensibilisation leurs préoccupations, analyser leurs ressources, travailler ensemble pour trouver des solutions durables, ceci pour la prise en charge pérenne des besoins en matière d'éducation et de protection de leurs enfants, afin de mieux les prévenir du travail précoce au détriment de l'éducation de base et de la formation.
- ***L'établissement des relations de synergie et de compréhension*** avec les communautés rurales, les autorités locales, les établissements scolaires et les partenaires locaux (Groupement de promotion féminine, ASC des jeunes, Volontaires du service civique national). Cette toile de relations a favorisé la création d'un réseau pour la circulation de l'information afin de lutter et prévenir le travail précoce des enfants, plus particulièrement des fillettes, et aussi de mettre en place des comités villageois de surveillance sur le travail des enfants.

La diversité et la symbiose de l'intervention du centre Emmanuel dans ses activités en direction des populations bénéficiaires du programme ont fait que sa présence est devenue une réalité dans les villages et les communautés rurales.

Les activités mises en place ont permis d'atteindre la majorité des populations et de créer une grande mobilisation autour de la problématique du travail des jeunes filles, de maintenir plusieurs jeunes filles au village et aussi d'améliorer le taux de scolarisation des filles, sans compter la satisfaction de plusieurs filles d'être retournées au village pour pouvoir bénéficier du programme.

Ces activités concernaient aussi bien directement les jeunes filles que d'autres partenaires impliqués dans la lutte contre le travail des jeunes filles ; il s'agissait essentiellement des activités suivantes :

- ***L'appui économique aux parents***, destiné à alléger les travaux des femmes et des filles et améliorer la situation économique des familles et des communautés.
- ***La sensibilisation des communautés***, essentiellement les comités villageois de surveillance, les élus et leaders locaux, les groupements de femmes et des parents, les médias
- ***La facilitation de l'accès à l'éducation de base***, par le parrainage des élèves et l'appui en fournitures aux enfants démunis, l'ouverture des classes d'alphabétisation, l'organisation de formations professionnelles qualifiantes, l'appui aux campagnes d'inscription des filles au CI.

Grâce à sa méthode et au soutien de ses différents partenaires les activités du Centre Emmanuel ont pu aboutir aux résultats suivants :

- L'ouverture de classes d'alphabétisation au niveau de Dakar, Kaolack et dans cinq villages au profit des jeunes filles et le maintien par le parrainage des jeunes filles de moins de 12 ans dans le système scolaire.
- L'appui des Groupements de Promotion Féminine par la mise en place des fonds de crédit rotatif, des banques de céréales et un moulin à mil afin de lutter contre la pauvreté qui pousse les parents à envoyer leurs enfants travailler en ville.
- L'incitation au retour au village des jeunes filles de moins de 15 ans.

Malgré l'ampleur de ces réalisations en direction des jeunes filles domestiques, il reste encore des efforts supplémentaires à fournir pour impliquer plus de parents, d'employeurs et de décideurs dans la protection et l'amélioration des conditions de vie des enfants employés de maison. Mais, ceci n'est possible que par la mise en œuvre des mesures d'accompagnement des familles (mise en place d'activités génératrices de revenu, renforcement des capacités des femmes, disponibilité de matériels favorisant l'allègement des travaux domestique) et le renforcement de l'artisanat par la création d'emploi surtout en milieu rural. Ceci faciliterait le développement rural intégré et la gestion rationnelle et durable des ressources disponibles.

CONCLUSION

Au Sénégal, comme dans la plupart des pays en voie de développement, malgré les nombreuses tentatives initiées dans la redéfinition des politiques de relance du tissu socio-économique et de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté, force est de constater que les populations défavorisées sont davantage fragilisées par la détérioration de leurs conditions de vie.

Face à la forte demande sociale, les politiques sociales n'ont pas encore réussi à juguler les maux dont souffrent les populations, en ville comme dans la campagne.

De plus en plus, les ménages vivent des périodes de crise économique qui atteignent des proportions inquiétantes, affectant ainsi directement l'une des couches les plus vulnérables de la population : les enfants et surtout les filles.

Aujourd'hui, avec la macro céphalée des villes et les occupations des femmes en dehors des maisons, la demande de main d'œuvre domestique est de plus en plus croissante.

Avec la ratification des conventions 138 et 182 du BIT, le Sénégal s'est engagé auprès de la communauté Internationale pour assurer l'exercice des droits définis par les conventions. Parmi ces droits, ceux relatifs à la protection de l'enfant, au mauvais traitement, à l'accès à l'école, aux travaux pénibles qui mettent en danger sa santé, son développement psychologique et physique normal, son éducation et à toute forme d'exploitation, ne sont pour certaine frange de la population que de la littérature. Car, elle ne cesse de violer les dispositions en vigueur.

Préoccupés par la situation de ces enfants du fait de leur vulnérabilité, l'UNICEF, le BIT, le FNUAP et d'autres organisations internationales de lutte pour la protection et la promotion de l'enfant par l'impulsion de nombreux programmes appuient les actions de l'Etat et des ONG.

Dans ce sillage, les programmes (Renforcement des capacités des adolescentes: FNUAP ; Lutte contre les Pires formes du travail des enfants : UNICEF ; Programme national pour l'élimination du travail des enfants ; IPEC/BIT ;) menés jusqu'ici avec les différents partenaires et les communautés de base ont permis de maintenir plusieurs jeunes filles à l'école et dans leur milieu de vie d'origine. Ils ont aussi permis de réduire considérablement la vulnérabilité des jeunes filles en leur offrant une protection.